



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DÊSTE NÚMERO—1\$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Direção Geral da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As 3 séries . . .	Ano 240\$	Semestre	130\$
A 1.ª série . . .	90\$	»	48\$
A 2.ª série . . .	80\$	»	43\$
A 3.ª série . . .	80\$	»	43\$

Avulso: Número de duas páginas \$30;
de mais de duas páginas \$30 por cada duas páginas

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 2\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se referem os §§ 1.º e 2.º do artigo 2.º do decreto n.º 10:112, de 24-IX-1924, têm 40 por cento de abatimento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Acôrdo comercial entre Portugal e a França.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Accord commercial entre le Portugal et la France

Le Président de la République du Portugal et le Président de la République française, désireux de favoriser les échanges et la coopération économique entre les deux pays et de resserrer ainsi les liens d'amitié qui les unissent, ont décidé de conclure un accord commercial et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs:

Le Président de la République portugaise:

Monsieur A. da Gama Ochoa, Ministre du Portugal à Paris, et Monsieur A. da Veiga Simões, Ministre Plénipotentiaire du Portugal, Président de la Délégation portugaise;

Le Président de la République française:

M. Louis Barthou, Ministre des Affaires Étrangères, et M. Lucien Lamoureux, Ministre du Commerce

lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après:

ARTICLE 1

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la République portugaise y compris les îles adjacentes de Madère, Porto Santo et des Açores bénéficieront à leur importation dans le territoire douanier français (France, Monaco, Algérie et Territoire de la Sarre), des droits inscrits au tarif minimum tant en ce qui concerne les droits d'entrée actuellement établis que ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer, à l'exception des produits repris à la liste X ci-annexée. L'octroi du tarif minimum implique le traitement de la nation la plus favorisée en matière tarifaire.

ARTICLE 2

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire douanier français bénéficieront, à leur importation dans le territoire portugais

(Portugal, îles adjacentes de Madère, Porto Santo et des Açores), des droits inscrits au tarif minimum tant en ce qui concerne les droits d'entrée actuellement établis que ceux que le Portugal pourrait éventuellement leur substituer (à l'exception des produits repris à la liste Y ci-annexée).

L'octroi du tarif minimum implique le traitement de la nation la plus favorisée en matière tarifaire.

ARTICLE 3

Pour les vins et moûts originaires et en provenance du Portugal, importés autrement qu'en bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, repris sous les n.ºs 171 et 171 bis du tarif douanier français, le Portugal pourra importer, à partir de la date de la mise en vigueur du présent accord, et dans les conditions fixées ci-après, des quantités non inférieures à 4 % du contingent global des vins et moûts fixés pour l'importation en France de ces produits.

Ces quantités seront importées par trimestre dans une limite qui ne pourra dépasser les proportions suivantes:

Trimestre	Octobre-Décembre	30 %
»	Janvier-Mars	35 %
»	Avril-Juin	25 %
»	Juillet-Septembre	10 %

Si les chiffres prévus pour un trimestre ne sont pas atteints, les quantités non utilisées seront reportables sur les trimestres suivants de la campagne viticole (1^{er} Octobre au 30 Septembre).

Toutefois, pour la période qui s'écoulera entre la date de la mise en vigueur du présent accord et la fin de la campagne en cours, les quantités de vins ordinaires à importer par le Portugal seront calculées au prorata du temps écoulé entre ces deux dates.

Si, à l'avenir, le Gouvernement français venait à déposer un projet de loi tendant à autoriser le coupage des vins d'un pays tiers, avec les vins français, il s'engage à déposer, en même temps, un projet de loi tendant à accorder, dans les mêmes conditions, le bénéfice du coupage aux vins d'origine et de provenance portugaises.

ARTICLE 4

Le Gouvernement français déclare qu'il n'est pas dans ses intentions de porter atteinte au principe du libre commerce en France des vins de Porto et de Madère ayant droit à l'appellation d'origine.

Toutefois, étant donné les conditions économiques actuelles, les Gouvernements français et portugais fixent d'un commun accord pour chaque campagne viticole (1^{er} Octobre au 30 Septembre) à 145:000 hectolitres de vins de liqueur portugais, Porto, Madère et autres indiqués ci-après, dont 135:000 hectolitres pour

les vins de Porto au maximum, la quantité susceptible d'être admise à l'importation en France.

Les importations de vins de liqueur portugais seront fractionnées par trimestre de la campagne viticole, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous:

Octobre-Décembre.	40 %
Janvier-Mars	25 %
Avril-Juin	15 %
Juillet-Septembre.	20 %

Si les chiffres prévus pour un trimestre ne sont pas atteints, les quantités non utilisées seront reportables sur les trimestres suivants de chaque campagne viticole.

Toutefois, les quantités susceptibles d'être importées par le Portugal entre la date de la mise en vigueur de l'accord et la fin de la campagne en cours d'une part, et le début de la campagne suivante et la date d'expiration du présent accord, d'autre part, seront calculées en tenant compte des pourcentages mentionnés ci-dessus, au prorata du temps écoulé dans chacune de ces deux périodes.

Les vins de Porto devront titrer au minimum 18° d'alcool acquis et deux degrés Baumé; ceux de Madère 17° d'alcool acquis. Ils devront être accompagnés des documents réglementaires prouvant leur droit à l'appellation d'origine.

Les autres vins de liqueur ayant droit au Portugal à une appellation d'origine légalement définie à savoir: Moscatel de Setubal, Carcavelos et Extremadura bénéficieront dans les mêmes conditions que les vins de Porto et de Madère, du régime appliqué à ceux-ci.

Pourront seuls être importés au bénéfice du présent accord les vins de liqueur portugais expédiés sous le couvert de titres de transport créés suivant le cas au Portugal ou à l'île de Madère, à destination directe de la France.

Dans le cas où la France accorderait à une tierce puissance pour les vins de liqueur des réductions tarifaires, celles-ci seraient immédiatement étendues aux vins de liqueur d'origine et de provenance portugaises.

L'importation des vins de Porto et autres vins de liqueur originaires et en provenance du Portugal se fera sur présentation au bureau de douane d'entrée d'un certificat d'origine délivré par le Gouvernement portugais comprenant notamment les indications suivantes:

- Nom de l'exportateur;
- Nom du destinataire ou du consignataire;
- Quantité en litres — nombre et marque des colis;
- Bureau de dédouanement.

Pour les vins de Porto, le certificat sera enregistré et visé gratuitement par les Services de l'Attaché Commercial de France à Lisbonne et renvoyé sans aucun délai aux intéressés.

En ce qui concerne les vins de Madère, l'enregistrement gratuit et le visa seront faits par l'agent consulaire de France à Funchal qui en enverra le duplicata à l'Attaché Commercial de France à Lisbonne.

Pour les vins d'Extremadura, Carcavelos et Moscatel de Setubal, le certificat sera enregistré et visé gratuitement par les Services de l'Attaché Commercial de France à Lisbonne qui renverra l'original sans aucun délai aux intéressés et en conservera le duplicata.

Dans le cas où il serait constaté sur le marché français des offres inférieures aux prix normaux, le Gouvernement français en saisirait le Gouvernement portugais afin que celui-ci prenne à l'égard des contrevenants les sanctions prévues au décret n.° 23.184, du 28 Octobre 1933.

Le Gouvernement français se réserve éventuellement la faculté d'indiquer pour chaque trimestre les maisons

d'exportation à intérêt français et les maisons d'importation auxquelles devra être attribuée une part de la quantité fixée à l'alinéa 2 qui ne pourra dépasser 25 %.

Il sera donné satisfaction aux demandes de cette nature par le Gouvernement portugais en conformité avec la législation portugaise en vigueur.

Dans le cas où le Gouvernement français n'aurait pas fait usage de cette faculté ou que les maisons par lui indiquées n'auraient pas cru devoir utiliser la possibilité ainsi mise à leur disposition, à l'expiration du 2^{ème} mois de chaque trimestre, le Gouvernement portugais reprendrait la libre disposition de la quantité non utilisée.

ARTICLE 5

Les vins ordinaires et les vins de liqueur portugais une fois dédouanés seront soumis aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins français similaires.

ARTICLE 6

Aucune réduction ne sera opérée pendant la durée de cet accord au chiffre des contingents de conserves de poissons d'origine portugaise à l'importation en France tels qu'ils ont été fixés pour l'année 1932, ni au pourcentage accordé au Portugal par rapport au contingent total qui est de 78,44 % pour les conserves de sardines et de 4,7 % pour les conserves de poissons «autres».

La gestion de la moitié du contingent de conserves de sardines alloué au Portugal est laissée à ce pays conformément aux indications de l'annexe 1.

Toutefois, quand le bureau de Douane français désigné comme bureau de dédouanement constatera que des autorisations d'importation de conserves de sardines n'ont pas été utilisées même partiellement à l'expiration de leur délai de validité, qu'il s'agisse de celles qui ont été délivrées par le Gouvernement portugais ou de celles qu'aura délivrées le Gouvernement français, les dites autorisations seront, dans un délai de 60 jours, au maximum, après la date de leur expiration, renvoyées au Ministre de la Marine Marchande et les quantités qui y figurent seront reportées au trimestre suivant en vue d'une nouvelle répartition distincte de celle afférente au dit trimestre.

Toutefois, la part réversible d'un trimestre sur le trimestre suivant ne devra pas excéder 10 % du contingent total ouvert pour le trimestre de report. L'excédent éventuel sera reporté d'après la même règle sur les trimestres suivants.

Le Gouvernement portugais distribuera les autorisations d'importation françaises non utilisées et le Gouvernement français les autorisations d'importation portugaises non utilisées. A cet effet, le Gouvernement français fera connaître dans les moindres délais au Gouvernement portugais les quantités non utilisées ainsi que les numéros des autorisations correspondantes.

Le Gouvernement français accepte de laisser à la disposition du Gouvernement portugais les 31.500 Qx. m. de conserves de sardines afférents aux trimestres 1^{er} Septembre — 30 Novembre 1933 et 1^{er} Décembre 1933 — 28 Février 1934 qui n'ont pas encore été distribués.

Cette quantité sera importée au vu d'autorisations délivrées par le Gouvernement portugais dans les formes ordinaires et répartie de la façon suivante:

Période du 1 ^{er} Mars-30 Juin 1934	13:500 Qx. m.
Période du 1 ^{er} Juillet-30 Septembre 1934	10:000 Qx. m.
Période du 1 ^{er} Octobre-31 Décembre 1934	8:000 Qx. m.

Le Ministère de la Marine Marchande remettra à l'Attaché Commercial du Portugal à Paris le relevé des licences délivrées par ce Département au cours de chaque trimestre en indiquant la quantité globale et autant que possible les noms des exportateurs portugais

sans engagement d'ailleurs sur la valeur de ces indications qui peuvent être modifiées.

ARTICLE 7

Les marchandises originaires et en provenance du territoire et des possessions, colonies, protectorats et pays sous mandat de chacune des Hautes Parties Contractantes, bénéficieront, à titre de réciprocité, dans le territoire et les colonies, protectorats et pays sous mandat de l'autre Partie, du traitement national en ce qui concerne les droits et taxes intérieures (droits de consommation, d'octroi, d'enregistrement; de timbre, de circulation, taxes locales) de quelque nature que ce soit.

Les compagnies d'assurances, sociétés et tous autres assureurs ressortissants à l'un des États contractants ne seront pas soumis sur le territoire de l'autre, en raison des primes, surprimes et versements qu'ils perçoivent ou des capitaux qu'ils y assurent, à des droits de timbre plus élevés que ceux dont sont passibles les primes, surprimes et versements perçus ou les capitaux assurés par les entreprises de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 8

Il est entendu, à titre exceptionnel, que les autorités douanières portugaises dispenseront de la vérification prévue à l'article 2, paragraphe 1 du décret du 6 Février 1931 les importations de spécialités pharmaceutiques ayant une composition constante et accompagnées pour le 1^{er} envoi du certificat délivré par le laboratoire national français de contrôle des médicaments, lorsque ce produit aura déjà fait l'objet, pendant l'année en cours de la part des autorités portugaises, de l'examen et de l'analyse prévue audit article.

Toutefois, elles se réservent le droit, en cas de doute sur l'exactitude du certificat original, de procéder à toutes vérifications qu'elles jugeraient utiles.

Pour les envois ultérieurs du même produit, les autorités portugaises compétentes reconnaîtront la validité des copies certifiées conformes par les Consuls de France à Lisbonne et à Porto, du certificat original de contrôle accompagnant le premier envoi.

ARTICLE 9

Sous réserve de l'accomplissement des formalités réglementaires, les Hautes Parties Contractantes ne mettront pas d'obstacle à l'importation sur leur territoire respectif des eaux minérales françaises et portugaises.

ARTICLE 10

Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes viendrait à établir des restrictions quantitatives à l'importation des produits intéressant particulièrement l'autre Partie Contractante, la part à attribuer à cette dernière dans les contingents desdits produits serait déterminée d'après les règles appliquées aux pays étrangers.

ARTICLE 11

Conformément au principe établi dans l'article précédent, la part annuelle du Portugal sur les contingents de crustacés frais, de kaolin, de colophane et d'essence de térébenthine est fixée, d'après les pourcentages suivants :

N° du tarif
français

ex 49	Crustacés frais	1,25 %
179	Kaolin	0,81 %
ex 115	Colophane	2,6 %
116	Essence de térébenthine	5,8 %

ARTICLE 12

Pour l'application de l'article 2 du décret français du 1^{er} Août 1931 concernant la surtaxe de change,

la parité des devises est fixée au change du jour de la signature du présent accord pour la valeur du franc français.

Pour que la surtaxe de change soit appliquée, il devra être constaté une dépréciation d'au moins 10 % par rapport à la parité ci-dessus.

ARTICLE 13

Les cacaos des Îles de S. Tomé et Príncipe, d'Angola et de Cabinda importés en France après transbordement dans le port de Lisbonne, ne perdront pas le bénéfice du transport direct, à la condition qu'ils soient accompagnés d'une attestation du Consulat de France à Lisbonne garantissant qu'ils ont été expédiés du pays d'origine à destination de la France et, si le Gouvernement français l'estimait nécessaire, d'un connaissance direct établi au départ du pays d'origine.

Pour l'application des dispositions ci-dessus, il est entendu que la garantie consulaire, exigée pour assurer à la marchandise le bénéfice de la droiture, sera constituée par un certificat établissant qu'au départ des Îles de S. Tomé et Príncipe, d'Angola et de Cabinda, la marchandise a été expédiée à destination finale de la France.

Dans les cas où le Gouvernement français exigerait ultérieurement que les cacaos originaires et en provenance des Îles de S. Tomé et Príncipe, d'Angola et de Cabinda soient accompagnés d'un connaissance direct au lieu d'origine, il en donnera avis au Gouvernement portugais un mois avant l'application de la mesure.

ARTICLE 14

Le Gouvernement français fera bénéficier les conserves de sardines portugaises et les bouchons de liège, de la faculté qui lui est donnée par la loi du 10 Mars 1934, relative au taux de la taxe d'importation sur les produits semi-ouvrés et ouvrés, en ramenant en ce qui concerne ces produits la taxe à 2 %.

ARTICLE 15

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à appliquer dans leurs relations réciproques la convention internationale de Berne du 9 Septembre 1896, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Berlin le 13 Novembre 1908, notamment en prenant les mesures administratives et autres nécessaires pour assurer la perception des droits d'auteur dans tous les établissements quelconques, théâtres, cinémas, cafés et autres.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent également à appliquer dans leurs relations réciproques les conventions du 20 Mars 1883 et suivantes, notamment celles du 14 Avril 1891 et du 2 Juin 1911 sur la protection des appellations d'origine, des marques et des noms commerciaux.

ARTICLE 16

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à garantir les produits naturels et fabriqués originaires du territoire de l'autre Haute Partie Contractante contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment en prohibant et en réprimant par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, l'entreposage, la vente et la mise en vente de tous produits désignés par des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, figurant soit sur les produits eux-mêmes, sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce et comportant, directement ou indirectement, des fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou la qualité spécifique desdits produits.

ARTICLE 17

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à mettre ou à maintenir en vigueur toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits vinicoles de l'autre Partie Contractante, pour autant que ces appellations lui aient été notifiées et qu'elles soient dûment protégées dans le pays de production. La notification devra viser les documents officiels qui accompagneront les produits expédiés et qui justifieront de leur droit auxdites appellations.

Seront notamment interdits et réprimés par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente des produits visés ci-dessus, dans le cas où figureraient, soit sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce s'y rapportant, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant de fausses appellations d'origine.

Les mêmes sanctions seront prises à l'égard de tous procédés tendant à mettre en vente des vins de liqueur ou autres ayant droit à une appellation d'origine, dont l'état de pureté à l'importation aurait été altéré par addition d'eau ou de vins autres.

Les mesures visées ci-dessus seront appliquées sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, à la diligence de l'administration ou à la requête du Ministère Public, conformément aux législations respectives de chacune des Hautes Parties Contractantes, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou associations ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation d'origine pour désigner des produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs, tels que *genre, type, façon, rival*, etc., ou d'une indication régionale spécifique ou autre. Les mêmes dispositions visent l'emploi de toute combinaison graphique ou de toute présentation susceptible de créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur.

ARTICLE 18

Chacune des Hautes Parties Contractantes assurera, sur son propre territoire, la protection des appellations d'origine notifiées par elle à l'autre Haute Partie Contractante dans des conditions telles que soit assurée la qualité des produits exportés avec lesdites appellations.

Le minimum de la protection que chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à assurer résulte, pour les produits français, de l'application de la loi du 6 Mai 1919, modifiée par la loi du 22 Juillet 1929, et, pour les produits portugais, de l'application de la réglementation en vigueur à l'époque de la signature de la présente convention, notamment du décret n° 21:883, du 19 Décembre 1932, instituant la « Casa do Douro », du décret n° 21:884, du 19 Décembre 1932, relatif au contrôle de la circulation des eaux-de-vie et alcools, du décret n° 22:123, du 14 Janvier 1933, créant les marques Extremadura, du décret n° 22:461, créant l'Institut des Vins de Porto, et des décrets n° 23:183 et n° 23:184, du 28 Octobre 1933, qui règlent le commerce d'exportation des vins de Porto et le fonctionnement du Gremio des Exportateurs, ainsi que du décret n° 23:230, du 17 Novembre 1933, relatif à la production et au commerce des vins de liqueur de Carcavelos et Moscatel de Setubal, et du décret n° 23:232,

du 17 Novembre 1933, sur l'exportation des vins ordinaires.

Il est entendu que les deux pays s'accorderont mutuellement le bénéfice de toute nouvelle disposition législative tendant à renforcer la législation de protection en vigueur au moment de la signature du présent accord.

Les engagements stipulés aux articles 15, 16 et 17 ci-dessus, sont pris à titre de réciprocité de telle sorte que le fait par l'une des Hautes Parties Contractantes de ne pas assurer par sa législation la protection des appellations d'origine dans les conditions prévues auxdits articles, permettra à l'autre Partie Contractante d'en saisir le Gouvernement de l'autre Partie afin que celui-ci prenne dans le plus bref délai les mesures nécessaires à l'exécution de ses engagements; faute par lui de prendre les dites mesures l'autre Partie se considérera de plein droit comme déliée de ses obligations.

ARTICLE 19

Chacune des Hautes Parties Contractantes assurera aux entreprises de navigation de l'autre Partie et à ses navires, dans ses ports maritimes, et dans ces eaux territoriales, le même traitement à tous égards qu'aux entreprises de navigation et aux navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement s'applique notamment: à la liberté d'accès des ports, à leur utilisation, à la complète jouissance des commodités accordées à la navigation, aux opérations commerciales pour les navires, leurs marchandises ou leurs passagers, aux facilités de toutes sortes relatives à l'attribution de places à quai, au chargement et au déchargement, aux droits et taxes de toute nature applicables aux navires, à leurs marchandises ou à leurs passagers (tels que droits de douane ou assimilés, droits d'octroi ou de consommation, frais accessoires) perçus au nom ou pour le compte du Gouvernement, des autorités publiques, des concessionnaires ou établissements de toutes sortes.

La présente disposition est applicable aux colonies, protectorats et territoires sous mandat.

ARTICLE 20

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'apporter aucune entrave au règlement commercial des contrats passés *bona fide* entre leurs ressortissants sur leurs territoires métropolitains.

Ne sera pas considérée comme une entrave à ce règlement l'exigence, par l'Administration, de la production de documents justificatifs.

Pour l'application de cet article dans les colonies, les ressortissants des deux pays seront traités sur le pied d'égalité, dans des circonstances analogues.

ARTICLE 21

Le présent article, à l'exclusion de tous autres, règle les questions fiscales concernant les personnes.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujettis, dans le territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux, dans une situation identique: ils bénéficieront notamment dans les mêmes conditions que les nationaux, des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les réductions accordées pour charges de famille.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, tant que ces taxes seront perçues sur les autres étrangers, le taux de ces taxes ne pou-

vant pas être supérieur à celui des taxes perçues sur les ressortissants de tout autre Etat.

Les deux Hautes Parties Contractantes conviennent de conclure dans le plus bref délai une convention réglant le régime fiscal applicable aux sociétés ainsi que la question de la double imposition, matières non réglées dans le présent accord.

ARTICLE 22

Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes édicterait des majorations de droits ou des restrictions d'importation qui viendraient compromettre l'équilibre du présent accord, c'est-à-dire qui seraient susceptibles de modifier sensiblement l'état de choses existant au point de vue des possibilités légales de l'importation et de l'exportation des marchandises, l'autre Partie pourrait demander aussitôt l'ouverture de négociations pour obtenir des compensations et, si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai d'un mois, prendre toutes mesures qui lui paraîtraient propres à rétablir ledit équilibre.

ARTICLE 23

1° Les produits originaires des colonies françaises, pays de protectorat et pays sous mandat bénéficieront sur le territoire métropolitain de la République portugaise et sur le territoire métropolitain des îles adjacentes du traitement de la nation la plus favorisée.

2° Les produits originaires et en provenance des colonies portugaises bénéficieront, lors de leur entrée en France, du traitement de la nation la plus favorisée.

3° Dans les colonies françaises, les pays de protectorat et les territoires sous mandat de la France, il ne sera pris aucune mesure de restriction à l'importation visant spécialement les vins originaires et en provenance du Portugal et des îles adjacentes; ces vins bénéficieront des avantages tarifaires accordés à la nation la plus favorisée ainsi que des garanties insérées dans le présent accord et relatives aux marques et désignations d'origine.

4° Les vins, liqueurs et autres boissons spiritueuses originaires du territoire douanier français bénéficieront, dans les colonies portugaises, des garanties relatives aux marques et aux appellations d'origine qui sont accordées par les articles précédents aux produits viticoles du Portugal et des îles adjacentes dans les colonies françaises, les pays de protectorat et les territoires sous mandat français.

ARTICLE 24

Le présent accord conclu pour un an entrera en vigueur en France et au Portugal à la date qui sera fixée d'un commun accord par les deux Gouvernements.

Il pourra être prorogé par tacite reconduction sauf préavis contraire donné deux mois à l'avance. Au cours de la période de prorogation, il pourra être dénoncé à tout moment moyennant un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire le 13 Mars 1934.

Le Ministre des Affaires Etrangères: Le Ministre du Commerce et de l'Industrie:

Louis Barthou.

L. Lamoureux.

Le Ministre du Portugal à Paris: Le Ministre Plénipotentiaire, président de la délégation portugaise:

Armando da Gama Ochoa.

A. da Veiga Simões.

Protocole de signature

La mise en vigueur de cette convention aura lieu dès qu'auront été ramenées à dix francs par degré et par hectolitre les droits inscrits au tarif minimum français sur les vins de Porto et de Madère.

Dès la mise en vigueur du présent accord, le Gouvernement français rapportera:

1° Le décret du 26 Juin établissant une surtaxe de change de 20 % *ad valorem* sur les marchandises portugaises.

2° Le décret du 24 Juillet 1933 frappant les vins de liqueur portugais d'une surtaxe de 8 Frs. par litre ou par bouteille.

3° Il publiera un décret abaissant de 80 à 50 Frs. par 100 kgs. la taxe de licence instituée par le décret du 13 Mai 1933 à l'égard des conserves de sardines.

Dès la mise en vigueur du présent accord, le Gouvernement portugais s'engage, de son côté:

1° À réduire de 50 % les droits inscrits à son tarif minimum qui sont actuellement de:

ex 563 — Cognac et Armagnac, en récipients d'une capacité ne dépassant pas 2 litres	par kg 0 escudo 85
ex 573 — Vins français en bouteilles, ayant droit à une appellation d'origine légalement définie	par kg 0 escudo 25
ex 575 — Vins de Champagne	par kg 0 escudo 86

2° À abroger les dispositions de l'article 1^{er} et de l'article 2 du décret n° 22:531, du 16 Mai 1933.

3° À abroger le décret n° 22:499, du 8 Mai 1933, créant une surtaxe sur l'importation de la morue d'origine française.

4° À abroger le décret n° 22:805, du 7 Juillet 1933, appliquant une surtaxe de 20 % *ad valorem* à l'entrée au Portugal des marchandises d'origine française.

5° À réduire de 20 à 5 % la taxe additionnelle instituée par le décret portugais n° 20:935, du 26 Février 1932, pour les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire douanier français ainsi que des colonies, protectorats et pays sous mandat français énumérés à la liste A ci-annexée.

*

Au moment de la signature du présent accord, les Hautes Parties Contractantes déclarent que la concession accordée par le Portugal à la France à l'article 19 l'a été en contrepartie d'autres concessions accordées pour la première fois par la France à l'autre Partie et inscrites au même accord.

Liste A

Numéro du tarif portugais	Désignation des marchandises
22	Laine en masse: blanche, lavée.
317	Huiles essentielles naturelles ou artificielles et produits odorants, extraits des essences ainsi qu'autres produits non dénommés pour la parfumerie.
410	Fils de soie.
412	Rubans et galons de soie pure ou la soie dominant d'une façon apparente à la surface du tissu
418	Velours, peluches ou tissus veloutés non dénommés, purs ou mélangés.
419	Tissus non dénommés: de soie pure ou contenant moins de 2 % en poids d'autres fibres.
425	Châles, fichus, mantilles, voiles et écharpes de soie pure ou la soie dominant d'une façon apparente à la surface du tissu.

Numéro du tarif portugais	Désignation des marchandises
1045	Médicaments : néosalvarsan, salvarsan, sulfarsenol et autres produits arsenicaux ayant la même application, insuline, sanocrisine, alocrisine et autres sels d'or pour le traitement de la tuberculose.
1046	Préparations pharmaceutiques, opothérapiques et colloïdales.
1047	Médicaments non dénommés.
1048	Sérums et vaccins organiques, en récipients de toute capacité avec ou sans aiguilles.

ANNEXE I

Procédure à suivre par le Portugal pour l'administration de la moitié du contingent de conserves de sardines attribué à ce pays.

Les demandes d'autorisation devront être établies en quatre exemplaires conformes au modèle ci-joint visés par le Président du Consortium Portugais de Conserves de Sardines, organisme constitué par le décret portugais n° 21:622, en date du 27 Août 1932, et auquel le Gouvernement Portugais a donné délégation officielle pour l'administration du contingent de conserves de sardines, alloué par la France au Portugal.

Les quatre exemplaires de ces autorisations seront, par l'intermédiaire de l'Attaché Commercial à la Légation du Portugal à Paris, transmis au Ministère de la Marine Marchande qui contrôlera les quantités, enregistrera, numérotera et visera ces documents jusqu'à concurrence des quantités totales dont le Portugal a la libre administration.

Un exemplaire de ce document sera conservé au Ministère de la Marine Marchande et les trois autres transmis à la Direction Générale des Douanes.

Les trois exemplaires reçus par cette administration recevront la destination suivante :

Un exemplaire sera conservé par elle pour son contrôle, un deuxième sera adressé au bureau de douane chargé du dédouanement de la marchandise et un troisième sera remis à l'Attaché Commercial à la Légation du Portugal à Paris, qui le fera parvenir à destination définitive.

La durée des dites autorisations est de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du visa apposé par la Direction Générale des Douanes. Elle ne pourra être inférieure à la durée des autorisations délivrées par le Gouvernement français.

Modèle visé à l'Annexe I



Autorisation d'importation de conserves de sardines du Portugal

Autorização de importação de conservas de sardinha do Portugal

N.º ...

Le Consórcio Português de Conservas de Sardinha, d'après l'accord actuellement en vigueur entre le Portugal et la France, fait savoir que la marchandise ci-dessous e a França, declara que a mercadoria abaixo pourra être importée en France, dans les conditions suivantes :
pode ser importada em França, nas condições seguintes :

Pays d'origine } Portugal.
País de origem }

Nature de la marchandise : Conserves de sardines.
Natureza da mercadoria : Conservas de sardinhas.

Poids brut (en toutes lettres) : ...

Pêso bruto (por extenso).

Point d'entrée en France (bureau de dédouanement) : ...

Ponto de entrada em França (alfândega de despacho).

Nom de l'expéditeur : Divers.

Nome do expedidor : Diversos.

Nom du destinataire : à indiquer lors du dédouanement.

Nome do destinatário : a indicar no momento do despacho.

Nom du transitaire : ...

Nome do transitário :

Lisbonne, le ...

Lisboa,

Consórcio Português de Conservas de Sardinha :

PELO CONSELHO DE GERÊNCIA,

..., Presidente.

..., Vogal.

Visas des autorités françaises

Visa du Ministère de la Marine
Marchande

Visa de la Direction Générale
des Douanes

Liste X

Numéro du tarif	Désignation des marchandises
14 bis	Tortues vivantes.
18 quater	Tortues mortes.
28	Cheveux non ouverts.
34 bis	Œufs de vers à soie.
54	Fanons de baleine bruts.
56	Corail brut.
79	Riz.
ex 85	Dattes autres que comestibles.
91 bis	Cannes à sucre desséchées.
ex 100	Paprika.
147	Ecorces de tilleul pour cordages.
148	Coques de coco et de Calebasses vides.
150	Garance, etc.
151	Curcuma.
152	Quercitron.
188	Marne.
226	Mercure natif.
230	Bismuth (étain de glace).
232	Cobalt (minéral).
024	Acide borique.
ex 0145	Sulfure de mercure naturel.
0206	Acétate de cuivre.
283	Cochenille.
284	Kermès animal.
285	Laque en teinture ou en trochisques.
291	Orseille préparée.
360	Croisil ou verre cassé.
453	Lisières de draps.
609	Nattes de Chine.
629	Corail taillé non monté.
648	Allumettes chimiques et bois préparés pour allumettes.

Liste Y

- 52 Douves brutes.
- 55 Coton: non égrené, brut ou simplement cardé, non teint.
- 65 Chanvre.
- 70 Orge germé et malt.
- 75 Étoupes.
- 77 Jute.
- 82 Bois brut.

- 85 Bois scié ayant plus de 75 mm. d'épaisseur et 25 cm. ou plus de largeur.
 86 Bois ayant plus de 75 mm. d'épaisseur et moins de 25 cm. de largeur.
 87 Bois ayant plus de 35 jusqu'à 75 mm. d'épaisseur.
 88 Bois ayant plus de 15 jusqu'à 35 mm. d'épaisseur.
 108 Sisal.
 110 Tabac en feuilles.
 126 Souffre brut.
 127 Souffre en poudre ou en canons.
 628 Beurres artificiels.
 927 Papier d'imprimerie, commun, en bobines, pour journaux et revues.

(Tradução)

Acôrdo comercial entre Portugal e a França

O Presidente da República Portuguesa e o Presidente da República Francesa, desejando favorecer a permuta e a cooperação económica entre os dois países e estreitar assim os laços de amizade que os unem, resolveram concluir um acôrdo comercial e nomearam para este fim por seus respectivos plenipotenciários:

O Presidente da República Portuguesa:

O Senhor A. da Gama Ochoa, Ministro de Portugal em Paris e o Senhor A. da Veiga Simões, Ministro Plenipotenciário de Portugal, Presidente da Delegação Portuguesa;

O Presidente da República Francesa:

O Senhor Louis Barthou, Ministro dos Negócios Estrangeiros, e o Senhor Lucien Lamoureux, Ministro do Comércio,

os quais, depois de terem trocado reciprocamente os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, concordaram nas disposições seguintes:

ARTIGO 1.º

Os produtos naturais ou fabricados originários e provenientes da República Portuguesa, incluindo as ilhas adjacentes de Madeira, Pôrto Santo e Açôres, gozarão, quando importados no território aduaneiro francês (França, Mónaco, Argélia e território do Sarre), dos direitos inscritos na pauta mínima, tanto no que diz respeito aos direitos de entrada actualmente estabelecidos como àqueles que em França possam eventualmente substituí-los, com excepção dos produtos constantes da lista X anexa.

A concessão da pauta mínima implica o tratamento da nação mais favorecida em matéria pautal.

ARTIGO 2.º

Os produtos naturais ou fabricados originários e provenientes do território aduaneiro francês gozarão, quando importados no território português (Portugal e ilhas adjacentes de Madeira, Pôrto Santo e Açôres), dos direitos inscritos na pauta mínima, tanto pelo que diz respeito aos direitos de entrada actualmente estabelecidos como àqueles que em Portugal possam eventualmente substituí-los, com excepção dos produtos constantes da lista Y anexa.

A concessão da pauta mínima implica o tratamento da nação mais favorecida em matéria pautal.

ARTIGO 3.º

Quanto aos vinhos e mostos originários e provenientes de Portugal que não forem importados em garrafas, frascos, botijas e vasilhas análogas, mencionadas sob os números 171 e 171 bis da pauta aduaneira francesa,

Portugal poderá importar em França, a partir da data em que começa a vigorar o presente acôrdo, e nas condições abaixo fixadas, quantidades não inferiores a quatro por cento do contingente global de vinhos e mostos fixado para a importação em França desses produtos.

Tais quantidades serão importadas por trimestre num limite que não poderá exceder as proporções seguintes:

Trimestre de Outubro a Dezembro	30 %
» de Janeiro a Março	35 %
» de Abril a Junho	25 %
» de Julho a Setembro	10 %

Se os números previstos para um trimestre não forem atingidos, as quantidades não utilizadas são transferíveis para os trimestres seguintes da campanha vitícola (de 1 de Outubro a 30 de Setembro).

Todavia, no período que decorrer entre a data da entrada em vigor do presente acôrdo e o fim da campanha em curso, as quantidades de vinhos ordinários que Portugal pode importar em França serão calculadas *pro rata* do tempo decorrido entre as duas datas.

Se de futuro o Governo francês tomar a iniciativa de um projecto de lei tendente a autorizar a lota de vinhos de um terceiro país com os vinhos franceses, obriga-se a apresentar ao mesmo tempo um projecto de lei tendente a conceder, nas mesmas condições, o benefício da lota aos vinhos de origem e de proveniência portuguesa.

ARTIGO 4.º

O Governo francês declara que não está nas suas intenções prejudicar o princípio do livre comércio em França dos vinhos do Pôrto e da Madeira com direito à denominação de origem.

Todavia, dadas as condições económicas actuais, os Governos francês e português fixam, de comum acôrdo, para cada campanha vitícola (de 1 de Outubro a 30 de Setembro) a quantidade susceptível de ser admitida à importação em França em 145:000 hectolitros de vinhos licorosos portugueses, Pôrto, Madeira e outros abaixo indicados, dos quais 135:000 hectolitros no máximo para os vinhos do Pôrto.

As importações de vinhos licorosos portugueses serão fraccionadas por trimestres da campanha vitícola do modo a seguir indicado:

Outubro-Dezembro	40 %
Janeiro-Março	25 %
Abril-Junho	15 %
Julho-Setembro	20 %

Se os números previstos para um trimestre não forem atingidos, as quantidades não utilizadas são transferíveis para os trimestres seguintes de cada campanha vitícola.

Todavia, as quantidades susceptíveis de serem importadas por Portugal entre a data da entrada em vigor do presente acôrdo e o fim da campanha vitícola, por um lado; e o princípio da campanha seguinte e a data em que expirar o acôrdo, por outro lado, serão calculadas tendo em conta as percentagens mencionadas acima, *pro rata* do tempo decorrido em cada um destes dois períodos.

Os vinhos do Pôrto deverão ter a graduação mínima de 18º de alcool adquirido e dois graus Baumé; os da Madeira 17º de alcool adquirido. Deverão ser acompanhados dos documentos regulamentares que provem o seu direito à denominação de origem.

Os outros vinhos licorosos que tenham direito em Portugal a uma denominação de origem legalmente definida, a saber: Moscatel de Setúbal, Carcavelos e Extremadura, gozarão, nas mesmas condições que os

vinhos do Pôrto e da Madeira, do regime a estes aplicado.

Só poderão ser importados com o benefício do presente acôrdo os vinhos licorosos portugueses expedidos a coberto dos documentos de transporte adoptados respectivamente em Portugal e Ilha da Madeira com destino directo a França.

No caso de a França conceder a uma terceira potência reduções pautais nos vinhos licorosos, serão estas imediatamente extensivas aos vinhos licorosos de origem e proveniência portuguesa.

A importação dos vinhos do Pôrto e outros vinhos licorosos originários e provenientes de Portugal será feita mediante apresentação na alfândega de entrada de um certificado de origem, expedido pelo Governo português, compreendendo nomeadamente as indicações seguintes:

- Nome do exportador;
- Nome do destinatário ou do consignatário;
- Quantidade em litros;
- Número e marca dos volumes;
- Pôsto do despacho.

Para os vinhos do Pôrto, o certificado será registado e visado gratuitamente pelo organismo dependente do Adido Comercial de França em Lisboa e devolvido sem demora alguma aos interessados.

No que diz respeito aos vinhos da Madeira, o registo gratuito e o visto são da competência do Agente Consular de França, no Funchal, que enviará os duplicados ao Adido Comercial de França em Lisboa.

Para os vinhos de Extremadura, Carcavelos e Moscatel de Setúbal, o certificado será registado e visado gratuitamente pelo organismo dependente do Adido Comercial de França em Lisboa, que devolverá o original sem demora alguma aos interessados, conservando o duplicado.

No caso de se verificarem no mercado francês ofertas inferiores aos preços normais, o Governo francês dará conhecimento do facto ao Governo português para que este adopte em relação aos contraventores as sanções previstas no decreto n.º 23:184, de 28 de Outubro de 1933.

O Governo francês reserva-se eventualmente a faculdade de indicar em cada trimestre as casas exportadoras com interesses franceses e as casas importadoras a que deverá ser atribuída uma parte da quantidade fixada na alínea 2, a qual não poderá exceder 25 %. Será dada satisfação aos pedidos desta natureza pelo Governo português na conformidade da legislação portuguesa em vigor.

No caso de o Governo francês não ter feito uso desta faculdade, ou quando as casas por êle indicadas não tenham querido utilizar a possibilidade assim posta à sua disposição até ao fim do segundo mês de cada trimestre, o Governo português disporá livremente da quantidade não utilizada.

ARTIGO 5.º

Os vinhos ordinários e os vinhos licorosos portugueses depois de despachados na alfândega serão submetidos aos mesmos direitos internos e taxas que os vinhos franceses similares.

ARTIGO 6.º

Durante a vigência do presente acôrdo não será feita qualquer redução nos algarismos dos contingentes para a importação em França de conservas de peixe de origem portuguesa, tais como foram fixados para o ano de 1932, nem na percentagem concedida a Portugal em relação ao contingente total, que é de 78,44 % para as conservas de sardinhas e de 4,7 % para as conservas de «outros» peixes.

É deixada a Portugal a gestão de metade do respectivo contingente de conservas de sardinhas, conforme as indicações do anexo 1.

Todavia, se o pôsto alfandegário francês designado para o despacho verificar que algumas autorizações de importação de conservas de sardinha não foram utilizadas, mesmo parcialmente, até à expiração do prazo de sua validade, quer se trate das que foram expedidas pelo Governo português ou das que foram expedidas pelo Governo francês, serão essas autorizações, num prazo máximo de sessenta dias, a contar do termo da sua validade, devolvidas ao Ministro da Marinha Mercante e as quantidades que delas constem serão transferidas para o trimestre seguinte, a fim de se proceder a uma nova distribuição distinta da relativa àquele trimestre.

A parte que pode reverter de um trimestre para o seguinte não deverá contudo exceder 10 por cento do contingente total atribuído ao trimestre de onde provém. O excedente eventual será transferido segundo a mesma regra para os trimestres seguintes.

O Governo português distribuirá as autorizações francesas de importação não utilizadas e o Governo francês as autorizações não utilizadas expedidas pelo Governo português.

Para este efeito, o Governo francês dará conhecimento, no mínimo prazo, ao Governo português das quantidades não utilizadas, bem como dos números das autorizações correspondentes.

O Governo francês concorda em deixar à disposição do Governo português os 31:500 quintais métricos de conservas de sardinha respeitantes aos trimestres de 1 de Setembro a 30 de Novembro de 1933 e de 1 de Dezembro a 28 de Fevereiro de 1934, que não foram ainda distribuídos.

Essa quantidade será importada mediante autorizações expedidas pelo Governo português, segundo a forma ordinária e repartida da maneira seguinte:

	Quintais métricos
Período de 1 de Março a 30 de Junho de 1934	13:500
Período de 1 de Julho a 30 de Setembro de 1934	10:000
Período de 1 de Outubro a 31 de Dezembro de 1934.	8:000

O Ministério da Marinha Mercante entregará ao adido comercial de Portugal em Paris a relação das licenças concedidas por aquele departamento durante cada trimestre, indicando a quantidade global e quanto possível os nomes dos exportadores portugueses, isto sem compromisso acêrca do valor destas indicações, que podem ser modificadas.

ARTIGO 7.º

As mercadorias originárias e provenientes do território e das possessões, colónias, protectorados e países sob mandato de cada uma das Altas Partes Contratantes gozarão, a título de reciprocidade, no território e colónias, protectorados e países sob mandato da outra Parte, do tratamento nacional pelo que diz respeito aos direitos e taxas interiores (direitos de consumo, barreira, registo, sêlo, circulação, taxas locais) de qualquer natureza que seja.

As companhias de seguros, sociedades e quaisquer outros seguradores nacionais de um dos Estados Contratantes não serão sujeitos no território do outro, por motivo de prémios, prémios suplementares e importâncias que cobrem, ou dos capitais que segurem, a direitos de sêlo mais elevados do que aqueles a que estão sujeitos os prémios, prémios suplementares e importâncias cobradas e os capitais seguros pelas empresas da nação mais favorecida.

ARTIGO 8.º

Fica entendido, a título excepçional, que as autoridades aduaneiras portuguesas dispensarão da verificação prevista no artigo 2.º, § 1.º, do decreto de 6 de Fevereiro de 1931, as importações de especialidades farmacêuticas de composição constante, e acompanhadas, na primeira expedição, do certificado passado pelo laboratório nacional francês da fiscalização de medicamentos, desde que o mesmo produto tenha já sido objecto, durante o ano em curso, do exame e da análise prevista no dito artigo por parte das autoridades portuguesas.

Contudo, em caso de dúvida sobre a exactidão do certificado original, elas reservam-se o direito de proceder a todas as verificações que considerarem úteis.

Para as remessas ulteriores do mesmo produto, as autoridades portuguesas competentes reconhecerão a validade das cópias do certificado de origem de fiscalização, anexo à primeira remessa, certificadas conformes pelos cônsules de França em Lisboa e Pôrto.

ARTIGO 9.º

Sob reserva do cumprimento das formalidades regulamentares as Altas Partes Contratantes não criarão obstáculos à importação no seu respectivo território de águas minerais francesas e portuguesas.

ARTIGO 10.º

No caso de alguma das Altas Partes Contratantes estabelecer de futuro restrições quantitativas da importação de produtos que particularmente interessem à outra Parte Contratante, será determinada segundo as regras aplicadas aos outros países estrangeiros a quantidade que deve ser atribuída a essa Parte Contratante nos contingentes dos mencionados produtos.

ARTIGO 11.º

Na conformidade do princípio estabelecido no artigo precedente, a parte anual de Portugal nos contingentes de crustáceos frescos, de caulino, de colofónia e de essência de terebintina é fixada segundo as percentagens seguintes:

Número
da pauta
francesa

ex 49	Crustáceos frescos	1,25 %
179	Caulino	0,81 %
ex 115	Colofónia	2,6 %
116	Essência de terebintina	5,8 %

ARTIGO 12.º

Para aplicação do artigo 2 do decreto francês de 1 de Agosto de 1931 relativo à sobretaxa de câmbio, a paridade das divisas, quanto ao valor do franco francês, é fixada ao câmbio do dia da assinatura do presente acôrdo.

Para que a sobretaxa de câmbio seja aplicada, deverá verificar-se uma depreciação de pelo menos 10 %, em relação à paridade acima mencionada.

ARTIGO 13.º

Os cacaos das Ilhas de S. Tomé e Príncipe, de Angola e de Cabinda, importados em França após transbôrdo no pôrto de Lisboa, não perderão o benefício do transporte directo desde que sejam acompanhados de um atestado do Consulado de França em Lisboa garantindo que foram expedidos do país de origem com destino a França e, se o Governo francês o julgar necessário, de um conhecimento directo passado à partida do país de origem.

Para a aplicação das disposições acima mencionadas fica entendido que a garantia consular, exigida para assegurar à mercadoria o benefício do transporte di-

recto, será constituída por um certificado do qual conste que a mercadoria, à partida das Ilhas de S. Tomé e Príncipe, de Angola e de Cabinda, foi expedida com destino final a França.

Dado o caso de o Governo francês exigir ulteriormente que os cacaos originários e provenientes das Ilhas de S. Tomé e Príncipe, de Angola e de Cabinda sejam acompanhados de um conhecimento directo do lugar da origem, avisará desse facto o Governo português um mês antes da aplicação da medida.

ARTIGO 14.º

O Governo francês fará beneficiar as conservas de sardinhas portuguesas e as rólhas de cortiça da faculdade que lhe é concedida pela lei de 10 de Março de 1934, relativa ao valor da taxa de importação sobre os produtos semi-trabalhados e manufacturados, reduzindo a taxa a 2 por cento em relação a estes produtos.

ARTIGO 15.º

As Altas Partes Contratantes obrigam-se a aplicar nas suas relações recíprocas a Convenção Internacional de Berne, de 9 de Setembro de 1896, para a protecção das obras literárias e artísticas, revista em Berlim em 13 de Novembro de 1908, especialmente tomando as medidas administrativas e outras necessárias para assegurar a percepção dos direitos de autor em todos e quaisquer estabelecimentos, teatros, cinemas, cafés e outros.

As Altas Partes Contratantes obrigam-se igualmente a aplicar nas suas relações recíprocas as convenções de 20 de Março de 1883 e seguintes, especialmente as de 14 de Abril de 1891 e de 2 de Junho de 1911 relativas à protecção das denominações de origem, das marcas e dos nomes comerciais.

ARTIGO 16.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes obriga-se a garantir os produtos naturais e fabricados originários do território da outra Alta Parte Contratante contra a concorrência desleal nas transacções comerciais, nomeadamente proibindo e reprimindo pela apreensão e por todas as outras sanções adequadas a importação e a exportação assim como o fabrico, a circulação, a armazenagem, a venda e a exposição à venda de todos os produtos designados por marcas, nomes, inscrições ou quaisquer sinais, figurando, quer nos próprios produtos, no seu acondicionamento imediato ou na sua embalagem exterior, quer nas facturas, cartas de porte, conhecimentos, documentos de publicidade ou outros papéis de comércio, e comportando, directa ou indirectamente, falsas indicações sobre a origem, a espécie, a natureza ou a qualidade específica dos ditos produtos.

ARTIGO 17.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes compromete-se a pôr ou manter em vigor todas as medidas necessárias para reprimir no seu território o emprêgo abusivo das denominações geográficas de origem dos produtos vinícolas da outra Parte Contratante quando essas denominações lhe tenham sido notificadas e estejam devidamente protegidas no país de produção. A notificação deverá abranger os documentos oficiais destinados a acompanhar os produtos expedidos e a justificar o seu direito às ditas denominações.

Serão nomeadamente proibidas e reprimidas pela apreensão e por todas as outras sanções adequadas a importação e a exportação, a armazenagem, o fabrico, a circulação, a venda e a exposição à venda dos produtos acima considerados quando nos cascos, garrafas, embalagens e caixas que os contenham, nas facturas, cartas de porte, conhecimentos, documentos de publicidade e

outros papéis de comércio que lhes digam respeito figurarem marcas, nomes, inscrições ou quaisquer sinais que comportem falsas denominações de origem.

As mesmas sanções serão impostas em relação a quaisquer processos tendentes a pôr à venda vinhos licorosos ou outros com direito a denominação de origem, cujo estado de pureza no momento da importação tenha sido alterada por adição de água ou de outros vinhos.

As medidas acima referidas serão aplicadas no território de cada uma das Altas Partes Contratantes, por diligência administrativa ou a requerimento do Ministério Público, conforme as legislações respectivas de cada uma das Altas Partes Contratantes, ou por iniciativa de uma parte interessada, indivíduo, sindicato ou associação nacional de uma das Altas Partes Contratantes.

A proibição de se servir de uma denominação de origem para designar produtos vinícolas diferentes dos que a ela têm realmente direito subsiste ainda quando a verdadeira origem dos produtos seja mencionada ou as falsas denominações venham acompanhadas de certos correctivos, tais como *género, tipo, qualidade, rival*, etc., ou de uma indicação regional específica ou outra. As mesmas disposições abrangem o emprêgo de qualquer combinação gráfica ou de qualquer apresentação susceptível de criar confusão no espírito do comprador.

ARTIGO 18.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes garantirá no seu próprio território a protecção das denominações de origem por ela notificadas à outra Alta Parte Contratante em tais condições que fique assegurada a qualidade dos produtos exportados com as ditas denominações.

O mínimo da protecção que cada uma das Altas Partes Contratantes se compromete a garantir resulta, para os produtos franceses, da aplicação da lei de 6 de Maio de 1919, modificada pela lei de 22 de Julho de 1929, e, para os produtos portugueses, da aplicação dos regulamentos em vigor na data da assinatura da presente Convenção, nomeadamente do decreto n.º 21:883, de 19 de Dezembro de 1932, criando a «Casa do Douro», do decreto n.º 21:884, de 19 de Dezembro de 1932, relativo à fiscalização da circulação das aguardentes e alcoóis, do decreto n.º 22:123, de 14 de Janeiro de 1933, criando a marca Extremadura, do decreto n.º 22:461, criando o Instituto dos Vinhos do Pôrto, e dos decretos n.º 23:183 e n.º 23:184, de 28 de Outubro de 1933, que regulam o comércio de exportação dos vinhos do Pôrto e o funcionamento do Grémio dos Exportadores, assim como do decreto n.º 23:230, de 17 de Novembro de 1933, relativo à produção e ao comércio dos vinhos licorosos de Carcavelos e Moscatel de Setúbal, e do decreto n.º 23:232, de 17 de Novembro de 1933, sobre a exportação dos vinhos ordinários.

Fica entendido que os dois países se concederão mutuamente o benefício de qualquer nova disposição legal tendente a reforçar a legislação de protecção vigente no momento da assinatura do presente acôrdo.

As obrigações estipuladas nos artigos precedentes sob os n.ºs 15.º, 16.º e 17.º, são contraídas a título de reciprocidade e de tal sorte que o facto de uma das Altas Partes Contratantes não garantir pela sua legislação a protecção das denominações de origem nas condições previstas pelos ditos artigos permitirá à outra Parte Contratante notificar o Governo da outra Parte, a fim de que este tome no mais curto prazo as medidas necessárias para a execução das suas obrigações; no caso de tais medidas não serem por ele tomadas, a outra Parte considerar-se-á, de pleno direito, desligada das suas obrigações.

ARTIGO 19.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes assegurará às empresas de navegação da outra Parte e aos seus navios, nos seus portos marítimos, e nas suas águas territoriais, o mesmo tratamento a todos os respeitos que às empresas de navegação e aos navios da nação mais favorecida. Esta igualdade de tratamento aplica-se principalmente: à liberdade de acesso aos portos, à utilização dos mesmos, ao gozo completo das comodidades concedidas à navegação, às operações comerciais referentes aos navios, suas mercadorias ou seus passageiros, às facilidades de qualquer espécie relativas à atribuição de lugares no cais, à carga e à descarga, aos direitos e taxas de qualquer natureza aplicáveis aos navios, às suas mercadorias ou aos seus passageiros (tais como direitos de alfândega ou direitos que lhes sejam assimilados, direitos de barreira ou de consumo, despesas acessórias) lançados em nome ou por conta do Governo, das autoridades públicas, dos concessionários ou estabelecimentos de qualquer espécie.

A presente disposição é aplicável às colónias, protectorados e territórios sob mandato.

ARTIGO 20.º

As Altas Partes Contratantes obrigam-se a não levantar nenhum obstáculo à liquidação comercial dos contratos efectuados *bona fide* entre os seus nacionais nos respectivos territórios metropolitanos.

Não será considerada como obstáculo a tal liquidação a exigência, por parte da Administração, da apresentação de documentos justificativos.

Para o fim da aplicação do presente artigo nas colónias, os nacionais dos dois países, em circunstâncias análogas, serão tratados no mesmo pé de igualdade.

ARTIGO 21.º

O presente artigo, com exclusão de quaisquer outros, regula as questões fiscais relativas às pessoas.

Os nacionais de cada uma das Altas Partes Contratantes não serão sujeitos, no território da outra, a direitos, taxas, impostos ou contribuições, seja qual for a sua denominação, cobrados por quem quer que seja, diferentes ou mais elevados do que os que forem cobrados aos nacionais, em situação idêntica: beneficiarão designadamente, nas mesmas condições que os nacionais, das reduções ou isenções de impostos ou taxas e da dedução na base de imposto, compreendendo as reduções que forem concedidas por encargos de família.

As disposições precedentes não obstem à percepção, quando haja lugar, quer das taxas chamadas de residência, quer das taxas relativas ao cumprimento das formalidades de polícia, desde que essas taxas sejam aplicadas aos outros estrangeiros, não podendo, contudo, o valor dessas taxas ser superior ao das que forem aplicadas aos nacionais de qualquer outro Estado.

As duas Altas Partes Contratantes assentam em concluir no mais breve prazo uma Convenção regulando o regime fiscal aplicável às sociedades assim como a questão da dupla imposição, matérias que não são reguladas no presente acôrdo.

ARTIGO 22.º

No caso em que uma das Altas Partes Contratantes impusesse aumentos de direitos ou restrições de importação que viessem comprometer o equilíbrio do presente acôrdo, isto é, que fôssem susceptíveis de modificar sensivelmente o estado de cousas existente sob o ponto de vista das possibilidades legais da importação e da exportação das mercadorias, a outra Parte poderia pedir imediatamente a abertura de negociações para obter compensações e se, no prazo de um mês, as negociações não dessem resultado satisfatório, tomar todas as me-

didadas que lhe parecessem adequadas ao restabelecimento do dito equilíbrio.

ARTIGO 23.º

1.º Os produtos originários das colónias francesas, países de protectorado e países sob mandato gozarão do tratamento da nação mais favorecida no território metropolitano da República Portuguesa e no território das Ilhas adjacentes.

2.º Os produtos originários e provenientes das colónias portuguesas gozarão, à sua entrada em França, do tratamento da nação mais favorecida.

3.º Nas colónias francesas, países de protectorado e territórios sob mandato da França, não será efectuada qualquer medida de restrição à importação que vise especialmente os vinhos originários e provenientes de Portugal e das Ilhas adjacentes; estes vinhos gozarão das vantagens pautais concedidas à nação mais favorecida, bem como das garantias constantes do presente acôrdo relativas às marcas e denominações de origem.

4.º Os vinhos, licores e outras bebidas espirituosas originárias do território aduaneiro francês gozarão, nas colónias portuguesas, das garantias relativas às marcas e às denominações de origem que são concedidas pelos artigos precedentes aos produtos vitícolas de Portugal e das Ilhas adjacentes nas colónias francesas, países de protectorado e territórios sob mandato francês.

ARTIGO 24.º

O presente acôrdo concluído por um ano entrará em vigor em Portugal e em França na data que fôr fixada de comum acôrdo pelos dois governos.

Poderá ser prorrogado por tácita recondução, salvo aviso prévio em contrário feito com dois meses de antecedência. No decorrer do período de prorrogação poderá ser denunciado em qualquer momento por meio de um aviso prévio de três meses.

Em fé do que, os respectivos plenipotenciários devidamente autorizados para êste efeito, assinaram a presente Convenção e lhe apuseram os seus selos.

Feito em Paris em duplicado em 13 de Março de 1934.

O Ministro dos Negócios
Estrangeiros:

Louis Barthou.

O Ministro do Comércio e
Indústria:

L. Lamoureux.

O Ministro de Portugal em
Paris:

*Armando da Gama
Ochoa.*

O Ministro Plenipotenciário,
presidente da delegação portuguesa:

A. da Veiga Simões.

Protocolo da assinatura

A entrada em vigor desta Convenção terá lugar desde que os direitos inscritos na pauta mínima francesa que incidem sobre os vinhos do Pôrto e da Madeira sejam reduzidos a 10 francos por grau e por hectolitro.

A partir da entrada em vigor do presente acôrdo, o Governo francês revogará:

1.º O decreto de 26 de Junho que estabelece uma sobretaxa de câmbio de 20 % *ad valorem* sobre as mercadorias portuguesas.

2.º O decreto de 24 de Julho de 1933 que onera os vinhos licorosos portugueses com uma sobretaxa de 8 francos por litro ou por garrafa.

3.º Publicará um decreto reduzindo de 80 para 50 francos por 100 kgs. a taxa da licença instituída pelo decreto de 13 de Maio de 1933, respeitante às conservas de sardinhas.

A partir da entrada em vigor do presente acôrdo, o Governo português compromete-se, por seu lado:

1.º A reduzir de 50 % os direitos inscritos na sua pauta mínima, que são actualmente de:

ex 563 — Cognac e Armagnac, em recipientes de uma capacidade não superior a 2 litros por kg. 0 escudos 85

ex 773 — Vinhos franceses em garrafas, com direito a uma designação de origem legalmente definida por kg. 0 escudos 25

ex 575 — Vinhos de Champanhe por kg. 0 escudos 86

2.º A revogar as disposições do artigo 1.º e do artigo 2.º do decreto n.º 22:531, de 16 de Maio de 1933.

3.º A revogar o decreto n.º 22:499, de 8 de Maio de 1933, que estabelece uma sobretaxa sobre a importação do bacalhau de origem francesa.

4.º A revogar o decreto n.º 22:805, de 7 de Julho de 1933, que aplica uma sobretaxa de 20 % *ad valorem* sobre as mercadorias de origem francesa importadas em Portugal.

5.º A reduzir de 20 a 5 % a taxa adicional instituída pelo decreto português n.º 20:935, de 26 de Fevereiro de 1932, para os produtos naturais ou fabricados originários do território aduaneiro francês, bem como das colónias, protectorados e países sob mandato francês enumerados na lista A anexa.

No momento da assinatura do presente acôrdo, as Altas Partes Contratantes declaram que a concessão outorgada por Portugal à França no artigo 19.º foi feita como contrapartida doutras concessões efectuadas pela primeira vez pela França à outra Parte e inscritas no mesmo acôrdo.

Lista A

Números dos artigos da pauta portuguesa	Designação das mercadorias
22	Lã em rama: branca, lavada.
317	Óleos essenciais, naturais ou artificiais, produtos odoríferos extraídos das essências e outros produtos não especificados para perfumaria.
410	Fio de sêda.
412	Fitas e galões de sêda pura ou com predomínio aparente da sêda na superfície do tecido.
418	Voludos, pelúcias e tecidos aveludados, não especificados, puros ou mixtos.
419	Tecidos não especificados: de sêda pura e os que contiverem menos de 2 por cento, em peso, de outras fibras.
425	Chales, lenços, mantilhas, véus e <i>écharpes</i> : de sêda pura ou com predomínio aparente da sêda na superfície do tecido.
1:045	Medicamentos: neosalvarsan (914), salvarsan (606), sulfarsenol e outros produtos arsenicais com a mesma aplicação, insulina, sanocrisina, aloerisina e outros sais de ouro para o tratamento da tuberculose.
1:046	Preparados farmacêuticos, opoterápicos e coloidais.
1:047	Medicamentos não especificados.
1:048	Soros e vacinas orgânicos, em recipientes de qualquer capacidade, com ou sem agulhas.

ANEXO I

Processo a seguir por Portugal na administração da metade do contingente de conservas de sardinhas atribuído a êste País.

Os pedidos de autorização deverão ser formulados em quatro exemplares conformes ao modelo junto, visados pelo presidente do Consórcio Português de Conservas de Sardinhas, organismo instituído pelo decreto português n.º 21:622, de 27 de Agosto de 1932, no qual o Governo português delegou oficialmente a administração do contingente de conservas de sardinhas atribuído pela França a Portugal.

Os quatro exemplares destas autorizações serão, por intermédio do Adido Comercial à Legação de Portugal em Paris, transmitidos ao Ministério da Marinha Mercante, que fiscalizará as quantidades, registará, numerará e visará estes documentos até à concorrência das quantidades totais de que Portugal tem a livre administração.

Um exemplar deste documento será conservado no Ministério da Marinha Mercante e os três outros transmitidos à Direcção Geral das Alfândegas.

Os três exemplares recebidos por esta administração terão o seguinte destino:

Um exemplar será conservado por ela para a sua fiscalização, um segundo será dirigido à repartição da alfândega encarregada do despacho da mercadoria e um terceiro será entregue ao Adido Comercial à Legação de Portugal em Paris, que o fará chegar ao seu destino definitivo.

A duração das referidas autorizações é de noventa dias a contar da data do visto aposto pela Direcção Geral das Alfândegas. Não poderá ser inferior à duração das autorizações concedidas pelo Governo francês.

Modelo a que se refere o Anexo I



Autorisation d'importation de conserves de sardines du Portugal

Autorização de importação de conservas de sardinha de Portugal

N.º ...

Le Consórcio Português de Conservas de Sardinha, d'après l'accord actuellement en vigueur entre le Portugal et la France, fait savoir que la marchandise ci-dessous e a França, declara que a mercadoria abaixo

pourra être importée en France, dans les conditions suivantes: pode ser importada em França, nas condições seguintes:

Pays d'origine } Portugal.
País de origem }

Nature de la marchandise: Conserves de sardines.
Natureza da mercadoria: Conservas de sardinhas.

Poids brut (en toutes lettres): ...
Peso bruto (por extenso): ...

Point d'entrée en France (bureau de dédouanement): ...
Ponto de entrada em França (alfândega de despacho): ...

Nom de l'expéditeur: Divers.
Nome do expedidor: Diversos.

Nom du destinataire: à indiquer lors du dédouanement.
Nome do destinatário: a indicar no momento do despacho.

Nom du transitaire: ...
Nome do transitário: ...

Lisbonne, le ...
Lisboa,

Consórcio Português de Conservas de Sardinha:
PELO CONSELHO DE GERÊNCIA,

..., Presidente.
..., Vogal.

Visas des autorités françaises

Visa du Ministère de la Marine
Marchande

Visa de la Direction Générale
des Douanes

Lista X

Números da pauta	Designação das mercadorias
14 bis	Tartarugas vivas.
18 quater	Tartarugas mortas.
28	Cabelos não trabalhados.
34 bis	Ovos de sirgo.
54	Barbas de baleia em bruto.
56	Coral em bruto.
79	Arroz.
ex 85	Tâmaras não comestíveis.
91 bis	Caná doce.
ex 100	Paprika.
147	Casca de tília.
148	Cascas de côco e de cabaça.
150	Garança, etc.
151	Cúrcuma.
152	Quercitrónio.
188	Marna.
226	Mercurio nativo.
230	Bismuto.
232	Cobalto (minério).
024	Ácido bórico.
ex 0145	Sulfureto de mercúrio natural.
0206	Acetato de cobre.
283	Cochonilha.
284	Kermes animal.
285	Laca.
291	Urzela preparada.
360	Croisil.
453	Ourelos de lã.
609	Esteiras da China.
629	Coral talhado.
648	Fósforos químicos e madeira preparada para fósforos.

Lista Y

- 52 Aduelas em bruto.
- 55 Algodão em caroço, em rama ou simplesmente cardado, não tinto.
- 65 Cânhamo.
- 70 Cevada germinada e malte.
- 75 Estôpa.
- 77 Juta.
- 82 Madeira em bruto.
- 85 Madeira serrada com mais de 75 mm. de espessura e 25 cm. ou mais de largura.
- 86 Madeira com mais de 75 mm. de espessura e menos de 25 cm. de largura.
- 87 Madeira com mais de 35 até 75 mm. de espessura.
- 88 Madeira com mais de 15 até 35 mm. de espessura.
- 108 Sisal.
- 110 Tabaco em folha.
- 126 Enxôfre em bruto.
- 127 Enxôfre em pó ou em canudos.
- 628 Manteigas artificiais.
- 927 Papel de impressão, comum, em bobinas, para jornais e revistas.

Nos termos do artigo 24.º da Convenção acima inserida e por acôrdo entre os dois Governos signatários, as suas cláusulas entram em vigor amanhã, 31 de Março de 1934.

Ministério dos Negócios Estrangeiros, 30 de Março de 1934. — J. Caeiro da Mata.